

La fin du nucléaire, un rêve de femmes ?

Marine Créer

Axelle – Juillet 2019

En Belgique, 10,4 % de l'énergie que nous consommons est obtenue par la fission nucléaire de noyaux atomiques. Un processus qui nous alimente tant en électricité qu'en craintes. Les risques liés à la radioactivité en valent-ils la chandelle ? Peut-on continuer à produire des déchets radioactifs ? Faut-il vraiment prolonger les centrales ? Non, non et non, répondent les militantes qu'Axelle a rencontrées le 26 avril lors d'une manifestation à Bruxelles. Rien de nouveau : cela fait plus de 30 ans que des femmes, partout dans le monde, tirent la sonnette d'alarme...*

Devant le siège d'Engie-Electrabel à Bruxelles, une alarme retentit... Boum ! En un claquement de doigts, 150 personnes se retrouvent dispersées sur le sol. Nous sommes le 26 avril 2019, 33 ans après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl.



Les associations Fin du nucléaire et Réveil Anti Nucléaire (RAN), ainsi que le réalisateur Bouli Lanners, ont invité les manifestant-es à se coucher sur le sol pendant une minute, afin de raviver nos souvenirs. Selon l'Académie des sciences de New York, l'explosion du réacteur ukrainien a causé un million de mort-es ainsi que l'irradiation de 800.000 « liquideurs ». Sans oublier la contamination durable de certaines régions du pays, les retombées radioactives sur les territoires voisins (les nuages radioactifs ayant, malgré les discours politiques de l'époque, franchi les frontières...) et les maladies qui ne cessent de se développer parmi les descendant-es des personnes irradiées. Un jour de commémoration donc, mais aussi une manifestation antinucléaire, réclamant la fermeture immédiate des cinq réacteurs belges jugés les plus dangereux, répartis entre les sites de Doel, côté flamand, et de Tihange en province de Liège, construits entre 1965 et 1985.

La Belgique joue les prolongations comme le rappelait fin avril l'ASBL Fin du nucléaire¹, les réacteurs Tihange 2 (T2) et Doel 3 (D3) avaient été fermés en 2012 après la découverte de milliers de fissures sur les parois des cuves. Trois ans plus tard, les installations redémarrent... Selon l'AFCN (Agence fédérale de contrôle nucléaire), les résultats catastrophiques obtenus en 2012 lors de l'évaluation des risques de T2 et D3 s'expliquent par l'utilisation d'un échantillon d'acier « non représentatif » de l'acier utilisé pour les cuves fissurées. Pas très rassurant. Le directeur de l'AFCN a même reconnu (*De Standaard*, 4 septembre 2017) qu'un réacteur neuf présentant ce type de défaillance n'aurait jamais été homologué ou mis en

service...

Par ailleurs, les centrales ont largement dépassé l'âge fatidique des 30 ans, la durée de vie pour laquelle elles ont été conçues : Doel 2 et 3 comptabilisent bientôt 45 années de service. La loi du 31 janvier 2003 avait pourtant prévu la fermeture des plus vieilles centrales, ainsi que la sortie progressive de l'atome à partir de 2015. Mais un protocole d'accord entre GDF Suez (aujourd'hui Engie-Electrabel) et l'État belge a été conclu en 2009, reportant la fin du nucléaire à 2025...

Des positions atomisées

Faut-il prolonger le nucléaire en Belgique au-delà de 2025 ? La majorité des Belges n'y sont pas favorables, selon une enquête menée l'an dernier par la RTBF, *La Libre*, *De Standaard* et la VRT. À Bruxelles, 55 % des personnes sondées disent soutenir la sortie du nucléaire d'ici 2025. La proportion de partisan-es de la fermeture des centrales baisse un peu : 51 % en Wallonie et 48 % en Flandre.

Selon le Forum du Nucléaire², composé d'organisations du secteur du nucléaire, la Belgique devrait prolonger ses centrales pour sécuriser son approvisionnement énergétique, puisque 52 % de notre électricité produite annuellement provient du nucléaire. Le tout avec un faible taux de carbone rejeté dans l'atmosphère : pour le Forum Nucléaire, l'alternative « centrale au gaz » produirait jusqu'à 30 fois plus d'émissions de carbone.

Mais si l'on regarde les chiffres autrement, comme l'ASBL Les Amis de la Terre³, on voit aussi que l'énergie nucléaire ne représente que 10,4 % de notre consommation totale en énergie⁴. Quant à l'argument selon lequel le nucléaire serait « vert », l'ASBL rappelle qu'il faut tenir compte des énergies fossiles consommées lors de l'extraction, du raffinage et de l'enrichissement de l'uranium. Sans oublier le problème du traitement des déchets radioactifs qui provoque des rejets chimiques et radioactifs capables de contaminer notre environnement pendant des milliers d'années... Mais l'argument le plus convaincant reste encore le risque d'une catastrophe nucléaire.

« À l'époque de l'explosion de Tchernobyl, mon mari et moi étions inquiets pour notre bébé de six mois. On était très attentifs aux légumes qu'on cuisinait, etc. Mais malgré nos précautions, notre fille souffre quand même d'une maladie auto-immune de la thyroïde », témoigne Christine Gonda, venue le 26 avril manifester à Bruxelles contre le nucléaire. Son inquiétude était déjà partagée...

Une semaine après l'accident de la centrale de Three Mile Island en 1979, les Américaines étaient déjà 63 % à être hostiles au nucléaire, contre 30 % des hommes⁵. Un an plus tard, une dizaine de femmes commencent à se rassembler autour de ces questions, de manière féministe et pacifiste. Elles travailleront ensemble sous le nom de « Women and Life on Earth » (« les femmes et la vie sur terre ») et, contrairement aux autres mouvements antinucléaires plus factuels, feront émerger des projets d'art collaboratif, parfois ritualisés et souvent liés à la maternité – comme, plus récemment, en juin 2011, ces dizaines de femmes japonaises ayant répondu à l'appel à l'aide des mères de Fukushima ou contribué à la création du collectif antinucléaire Mama Gen⁶.

De nouvelles formes de militantisme politique et de nouvelles alliances voient le jour au fil du développement du nucléaire. La parade de San Francisco, rassemblant 5.000 personnes en 1982, l'illustre : sous forme de performances théâtrales, des survivant-es d'Hiroshima défilent aux côtés de natifs/ves américain-es protestant contre les mines d'uranium. La même année, 2.000 femmes encerclent le Pentagone à l'aide d'écharpes pour exprimer leur désespoir face à la politique militariste du gouvernement américain⁷. Quant au fameux camp pour la

paix de Greenham Common, en Angleterre, il fait désormais partie de la mémoire collective féministe⁸. Entre 1981 et son démantèlement définitif en 2000, il a rassemblé des milliers de femmes protestant contre l'installation de missiles nucléaires sur cette base de la Royal Air Force.

Une affaire de femmes, donc ? Ce n'est pas aussi flagrant en Belgique. « *Pour des raisons familiales, je ne milite que depuis cinq ans. Les mères de famille ont moins de temps pour manifester et puis, dans le monde du nucléaire, il y a beaucoup d'hommes...* », explique Christine Gonda. Elle constate qu'elle est souvent la seule femme lors des réunions de l'association Fin du nucléaire... Bernadette Lemin, une autre manifestante, s'est sentie concernée parce que ses enfants et petits-enfants habitent aux alentours du parc nucléaire de Tihange, comme elle auparavant : « *Au début c'était neuf, personne ne se posait de questions. On aurait dû arrêter après les grandes catastrophes des années 80.* » Quoiqu'il en soit, les luttes féministes et antinucléaires sont toujours d'actualité. Comme l'explique Benedikte Zitouni⁹, la peur des manifestantes des années 1980, transformée en actions créatives, aura permis de tirer l'alarme mais aussi de révolutionner les modes de protestation politique à travers le monde. Un héritage riche en espoirs et en inspirations.

1. « Pour la fermeture immédiate des 5 réacteurs belges les plus dangereux », lettre ouverte à l'initiative de l'ASBL Fin du nucléaire publiée le 22 avril 2019 sur le site du bimestriel Kairos (www.kairospresse.be/article/pour-la-fermeture-immEDIATE-des-5-reacteurs-belges-les-plus-dangereux).

2. Le Forum Nucléaire est composé de 12 membres actifs dans le domaine des applications nucléaires, comme Agoria, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire ou Engie-Electrabel.

3. Les Amis de la Terre est une association écologiste belge née en 1976 de la lutte antinucléaire.

4. Comme l'indique le livret « *Les centrales nucléaires c'est bien... têt terminé !* » réalisé par Les Amis de la Terre, l'électricité ne représente que 20 % des énergies consommées annuellement en Belgique. Cette production d'électricité est issue des énergies renouvelables (8 %), des énergies fossiles (40 %) et des centrales nucléaires (52 %)*.

5. « L'énergie nucléaire dans le discours féministe », Dorothy Nelkin, *Sociologie et sociétés* vol. 13, n° 1, 1981.

6. « Après Fukushima : des mères de famille à la pointe du combat contre le nucléaire », www.bastamag.net, 2 septembre 2013.

7. « Planetary destruction, ecofeminists and transformative politics in the early 80's », Benedikte Zitouni, *Interface*, vol. 6, n° 2 2014.

8. À ce sujet, lire l'incontournable ouvrage de Alice Cook et Gwyn Kirk, *Des femmes contre des missiles*, écrit en 1983 et publié en français chez Cambourakis dans la collection Sorcières.

9. Voir plus haut.

Note de Fin du nucléaire ASBL

* En 2018, le nucléaire belge n'a produit que 27,3 TWh(1) ce qui ne représente que 34 % de la consommation d'électricité, soit un petit mieux que l'année « record » de 2015 où cette production avait été de 24,8 TWh (28 % de la consommation). Ces 27,3 TWh nucléaires ne représentent que 6 % de la consommation d'énergie finale(2) en Belgique.

Le taux d'utilisation(3) du nucléaire a été de 55 % en 2018, ce qui porte la moyenne des sept dernières années à 70 % (2012-2018), ce qui fait que l'électricité nucléaire produite en

Belgique ne représente qu'environ 7 % de la consommation finale d'énergie (et non pas 10,4 % comme indiqué). En 2015, ce taux avait été de 50 % ce qui avait nécessité des importations records de 21 TWh (24 %, contre 17,4 % en 2018).

Le facteur de charge était de 94 % en 1999, une année record pour la production d'électricité nucléaire (une valeur de 90 à 95 % est considérée comme normale). Avec l'usure et l'augmentation du nombre de pannes et d'incidents, ce facteur de charge continuera de chuter dans les années à venir, jusqu'à l'arrêt complet du nucléaire... peut-être suite à un accident majeur comme à Tchernobyl ou Fukushima, dont la probabilité est loin d'être nulle.

Mettez les chances de votre côté en devenant membre de Fin du nucléaire (FDN) qui milite pour l'arrêt immédiat des 5 réacteurs les plus dangereux :

www.findunucleaire.be/#adherer. Ou mieux encore, participez à l'organisation des actions de FDN.

(1) TWh : térawattheure (1 billion ou 1 000 milliards de wattheures).

(2) *L'énergie finale* est l'énergie mise à disposition du consommateur : par exemple l'énergie comptabilisée par un compteur électrique dans un immeuble et l'essence livrée à la pompe. Par opposition à *l'énergie primaire* qui est l'énergie finale additionnée de l'énergie qui aura été nécessaire pour son extraction, sa transformation et son acheminement jusqu'à notre porte : par exemple, pour l'essence, l'énergie pour les opérations de forage des puits, de pompage et de raffinage du pétrole auxquelles il faut encore ajouter celle du transport.

(3) Le facteur de charge (ou taux d'utilisation) est le rapport entre l'électricité réellement produite et celle qui aurait été produite si l'installation avait fonctionné continuellement à sa puissance nominale (au cours d'une période donnée).